

GRANDIR DANS LA DIGNITÉ

La Côte-Nord, unie pour ses tout-petits

André Lebon

23 novembre 2017

Grandir dans la dignité...

- Un positionnement sociétal essentiel équivalent à mourir dans la dignité
- Un positionnement gouvernemental en faveur de la petite enfance qui devrait mobiliser l'unanimité des programmes politiques et des partis au-delà de la partisanerie
- Économiquement, investir dans la petite enfance est « le moyen le plus sûr d'assurer la prospérité et l'égalité sociale à moyen et long terme » (Conference Board of Canada)

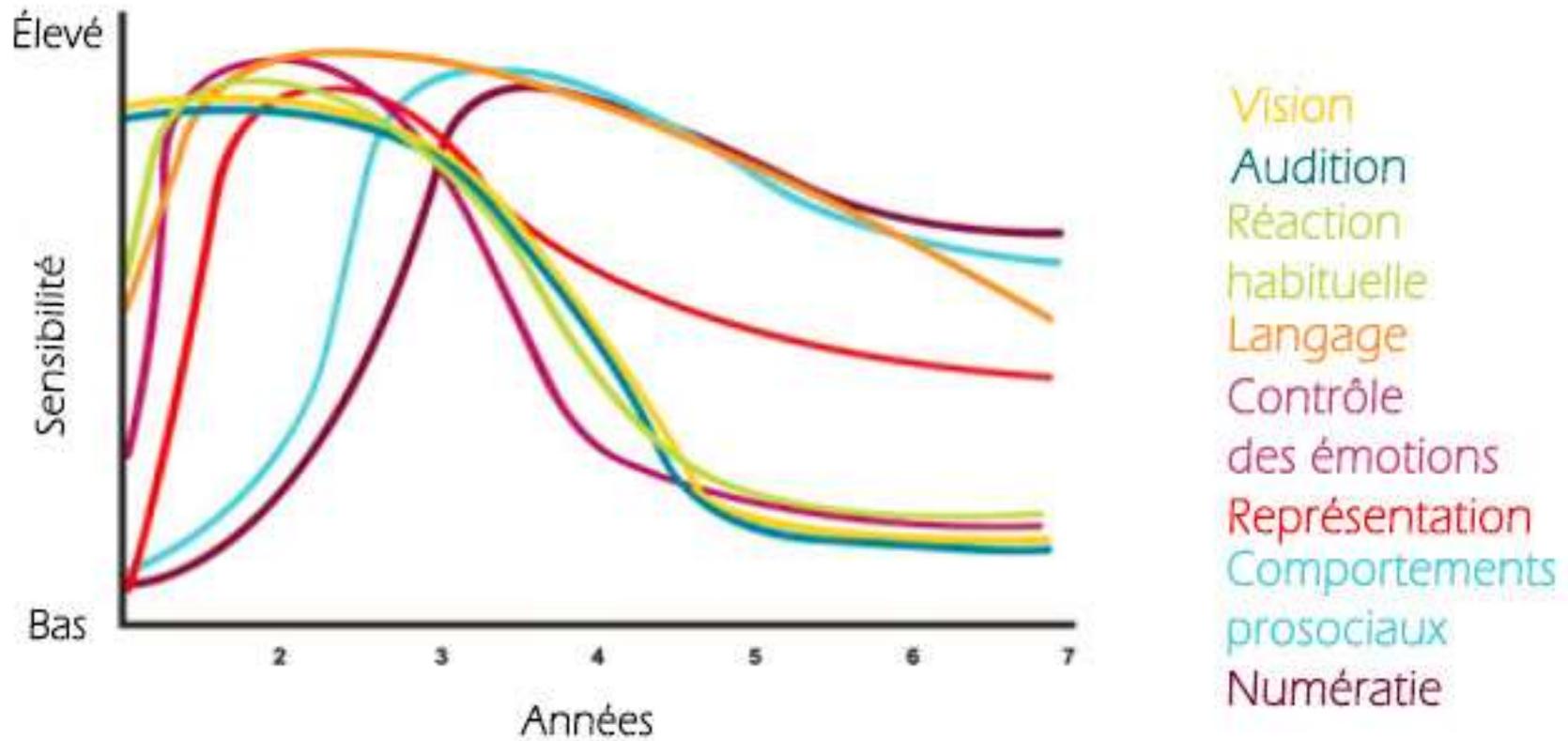
Grandir dans la dignité...

... avec l'aide éducative et des environnements favorables et stimulants pour développer son plein potentiel et assurer l'égalité des chances

- Le soutien au développement optimal des enfants de 0 à 5 ans repose sur l'accès à un réseau de milieu de garde éducatif de qualité.
- Des lacunes doivent être comblées afin d'assurer une meilleure continuité entre les services offerts par le milieu de la santé, les milieux communautaires et le milieu de l'éducation à la petite enfance ainsi qu'avec le milieu scolaire.
- Nous sommes d'avis que des passerelles formelles et systémiques doivent être mises en place pour faciliter les arrimages entre ces services.
- Leadership et vision transversale et continue de la réussite éducative.

Tout commence en petite enfance

Périodes sensibles du développement entre 0 et 7 ans :

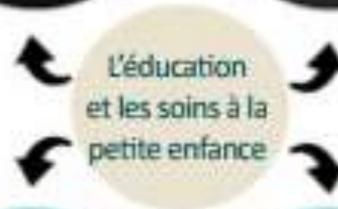


(Council for Early Child Development, 2010)

Tout commence en petite enfance

Bénéfices associés à la fréquentation de services éducatifs à la petite enfance :

Santé développementale, apprentissage et comportement
Préparation pour l'école
Équité pour tous les enfants
Appréciation et respect de la diversité



Conciliation travail-famille
Habiletés parentales
Liens avec la communauté
Indépendance économique
Bénéfices pour la santé des mères

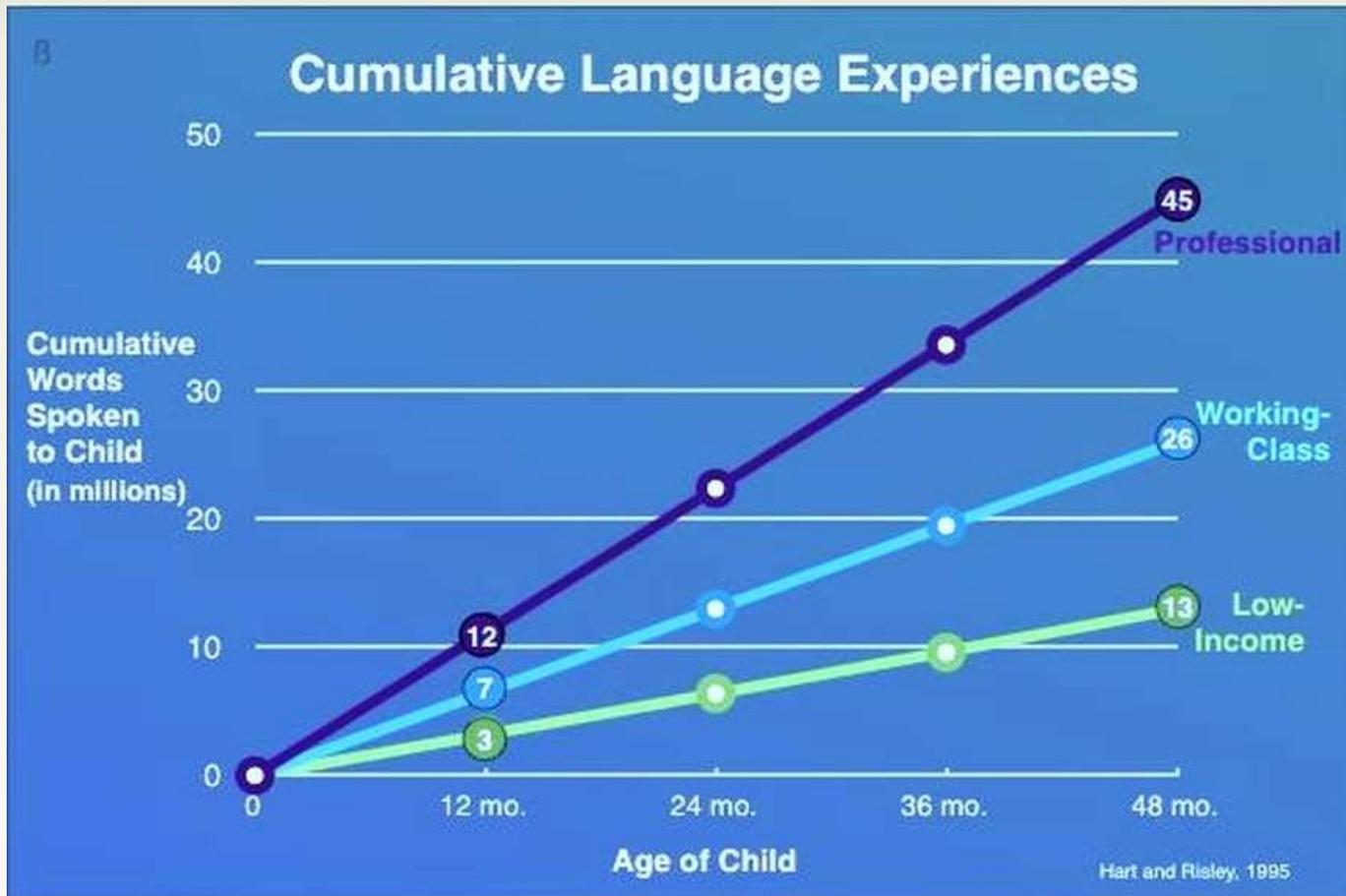
Santé de la population
Égalité des femmes
Soutien du marché du travail
Réduction de la pauvreté
Pluralisme
Prévention de la criminalité



Développement économique
Création d'emplois et formation
Inclusion sociale

Tout commence en petite enfance

Ceux qui en bénéficient le plus sont les enfants les plus vulnérables :



(Hart & Risley, 1995)

Tout commence en petite enfance

Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) 2012 :

- Les résultats révèlent qu'au Québec, un enfant sur quatre (26%) est vulnérable dans au moins un domaine de développement.
- Cette proportion passe à 33% pour les enfants vivant en milieu de pauvreté
- Les enfants ayant fréquentés des services de garde de qualité (CPE) ont 3 fois moins de risque de présenter une vulnérabilité dans un domaine de développement lorsqu'ils arrivent à la maternelle

Tout commence en petite enfance

Les acquis des enfants perdurent et la fréquentation d'un milieu de garde éducatif tôt dans leur développement permet :

- « De réduire les écarts de performance scolaire à long terme entre les familles défavorisées et les non défavorisées (élimine les écarts en lecture, écriture et mathématiques) »
- « De réduire les risques pour l'enfant d'internaliser des problèmes de santé mentale s'il est exposé à une mère présentant des symptômes de dépression. Occurrence élevée dans les familles de niveau économique faible. »
- « Les enfants de 5 ans ayant fréquentés un milieu de garde de qualité (CPE) quel que soit le niveau économique de leur milieu familial seront moins vulnérables au plan cognitif et comportemental. »

(Sylvana Côté, ELDEQ)

Conclusions

Dans le contexte des services de garde Québécois le réseau

...

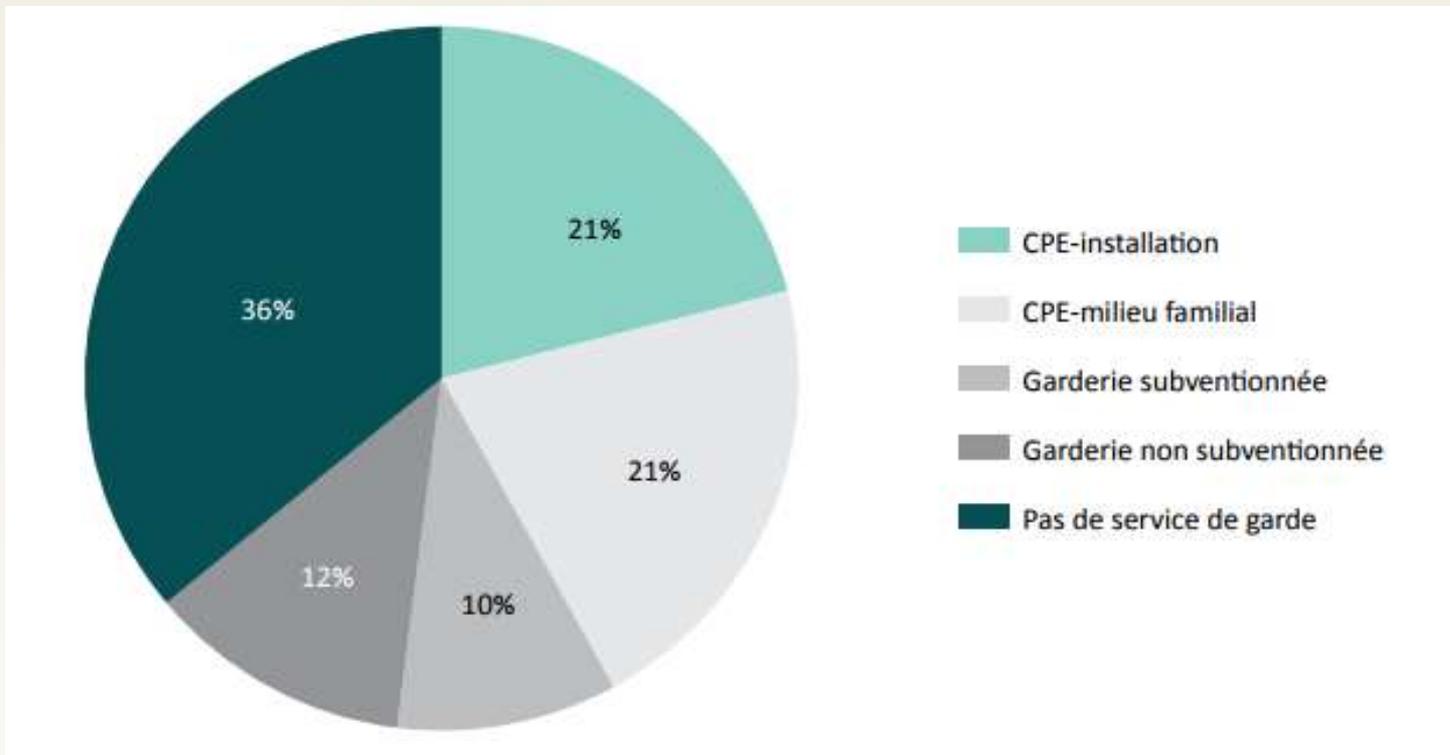
- Joue un rôle protecteur pour les enfants de familles vulnérables
- Élimine les écarts de performance académique entre les enfants de familles



Tout commence en petite enfance

Malheureusement, ceux qui en bénéficient le plus sont ceux qui les fréquentent le moins :

Répartition des enfants de 0 à 4 ans selon leur mode de garde :

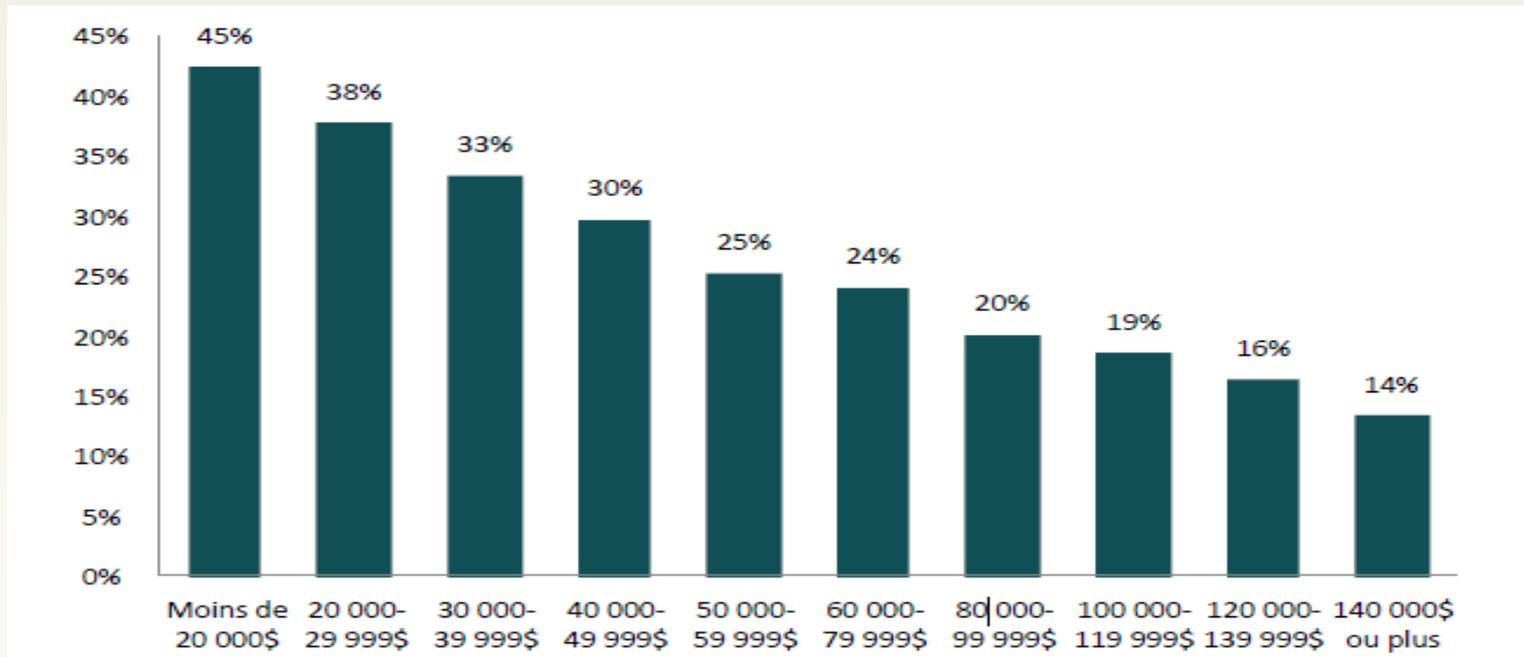


(tiré de : Christa Japel, Montréal, 20 juillet 2016)

Tout commence en petite enfance

Malheureusement, ceux qui en bénéficient le plus sont ceux qui les fréquentent le moins :

Proportion de familles ayant des enfants de moins de 5 ans n'ayant pas recours à la garde régulière en fonction du revenu familial annuel :



(Institut de la statistique du Québec, 2009)



The Conference Board
of Canada

Le Conference Board
du Canada

Income Inequality & the Role of ECE in Closing the Gap

Craig Alexander

Senior Vice-President and Chief Economist, The Conference Board of Canada

June 2017

conferenceboard.ca

L'éducation à la petite enfance...

...du point de vue des économistes :

« L'éducation à la petite enfance est le moyen le plus sûr d'assurer la prospérité, la qualité de vie et l'égalité sociale du Canada à moyen et long terme »

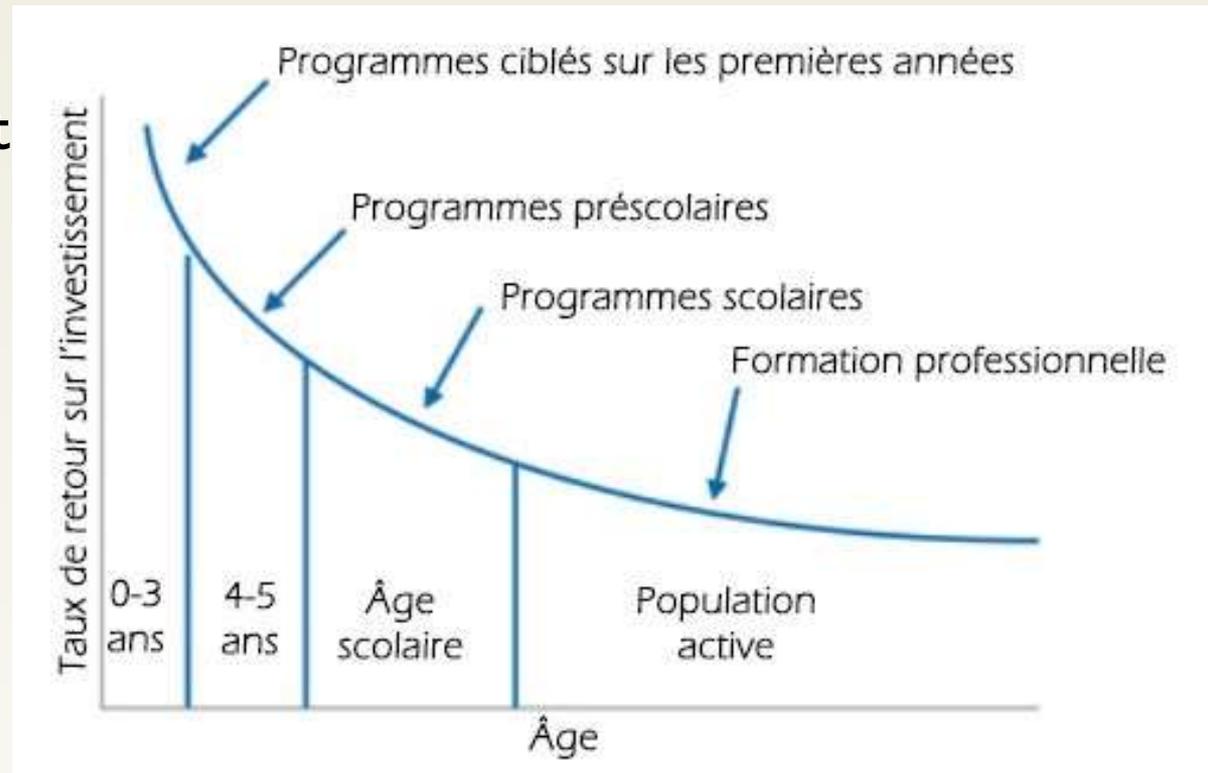
« L'analyse des coûts-bénéfices démontre que l'investissement dans les services éducatifs de qualité à la petite enfance est rentable au plan financier et au plan des inégalités sociales »

(Craig Alexander, économiste en chef du Conference Board du Canada)

L'éducation à la petite enfance...

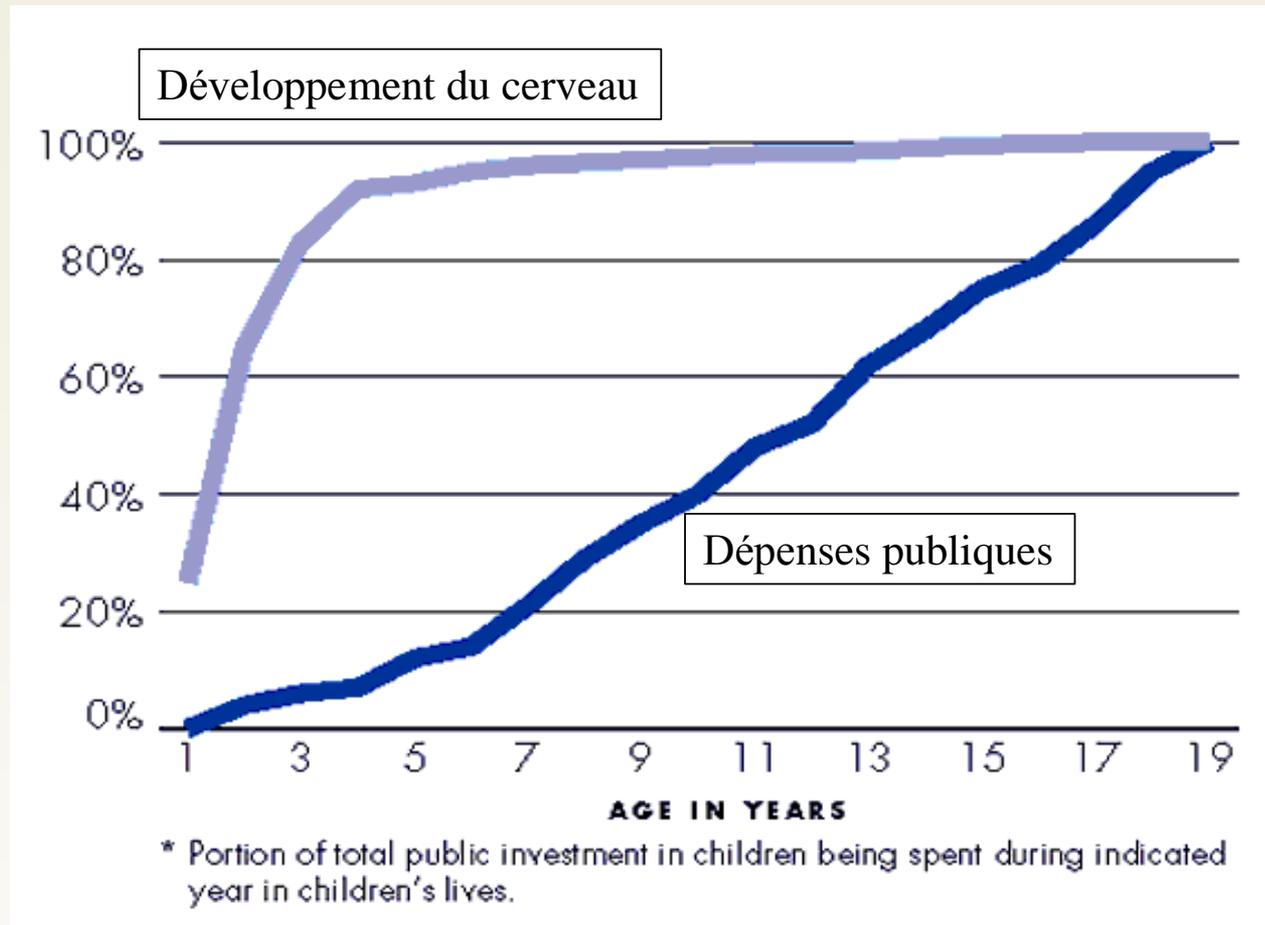
...du point de vue des économistes :

« Investir dans le capital humain pendant la petite enfance rapporte beaucoup plus que les investissements à l'âge adulte » (James Heckman, prix Nobel d'économie en 2000)



L'éducation à la petite enfance...

...du point de vue des économistes :



(The RAND Corporation)

L'éducation à la petite enfance...

...du point de vue des économistes :

Bilan de la lutte à la mortalité infantile 2004

- « Si nous ne parvenons pas à éduquer les enfants issus de notre politique de réduction des décès à la naissance il vaudrait mieux cesser cette politique car nous produisons une armée de délinquants que nous devons par la suite éliminer... » (Conférence économique des pays d'Amérique du Sud)

Le coût du non investissement en petite enfance

Investir dans le développement de nos enfants au moment où ils sont les plus aptes à en profiter est la stratégie sociale et économique la plus rentable.

Les dépenses de 3,1 G\$ du ministère de l'éducation pour « récupérer » les élèves en difficultés dépassent les coûts entiers de notre système de garde à la petite enfance (2,6 G\$).

Le coût du non investissement en petite enfance

Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) 2013-2014

Difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	147 559
Difficultés (plan d'intervention comportement, apprentissages, adaptation)	146 033
Troubles graves du comportement	1 526
Handicap ou difficulté non précisé	6141
Handicap	38 049
Déficience intellectuelle profonde	614
Déficience intellectuelle moyenne à sévère	2 790
Déficience motrice légère ou organique	4 733
Déficience langagière	9 048
Déficience motrice grave	1 342
Déficience visuelle	568
Déficience auditive	1 506
Troubles envahissants du développement	12 203
Troubles relevant de la psychopathologie	3 499
Déficience atypique	1 746

Grand total EHDA 191 749

(MELS, 2014)

Le coût du non investissement en petite enfance

Dénombrement des élèves HDAA au secteur public et évolution de 2001-2002 :

Nombre d'élèves	2001-2002	2011-2012	Écart
Élèves ordinaires et HDAA	1 002 888	864 568	- 14 %
Élèves ordinaires	885 284	688 219	- 22 %
Elèves HDAA <i>Proportion du total</i>	117 604 12 %	176 349 20%	+ 58745 + 50%
Élèves en difficulté <i>Proportion du total</i>	101 524 10,1%	143 771 16,6%	+42 247 + 42 %
Élèves handicapés <i>Proportion du total</i>	16 080 1,6 %	32 578 3,8 %	+16 498 103 %

(MELS, 2013)

Le coût du non investissement en petite enfance

À quoi s'ajoutent les coûts humains et sociaux :

- 60 % des enfants en difficultés en milieu scolaire sont médicamenteux
- Signalements DPJ 2017 (chez les moins de 5 ans) :
 - 7700 nouveaux signalements au Québec
 - Hausse de 27 % en 10 ans
 - 7 enfants sur 1000 victimes de négligence
 - 3,5 enfants sur 1000 victimes de violence corporelle

Une politique de rattrapage coûteuse : décrochage, non-diplômation, analphabétisation

- Le décrochage scolaire est un drame pour l'individu
- Conséquences sociales :
 - Manque à gagner personnel de 439 000 \$ au bout de leur vie active. Plus touchés par le chômage, les non-diplômés composent la majorité des assistés sociaux et constituent l'essentiel de la population carcérale, alors qu'ils sont minoritaires dans la société. Enfin, les décrocheurs vivent moins longtemps et ils sont exposés au risque de dépression.
 - Le décrochage de 28 000 jeunes par cohorte représente pour le gouvernement un manque à gagner de 1,9 milliard de dollars. Ce manque à gagner est constitué de taxes et d'impôts non perçus ainsi que des dépenses additionnelles généralement associées à un décrocheur sur la durée de sa vie.

Extrait de : Savoir pour pouvoir, Rapport sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec

Une politique de rattrapage ...

Dans les faits :

- le gouvernement actuel injectera 385M\$ pour engager 500 professionnels pour venir supporter les enfants en difficultés dans les commissions scolaires
- et 125M\$ dans les services des milieux de garde et ce, après avoir coupé près de 500M\$ depuis 10 ans

Allo la Terre!!!!(Philippe Couillard premier ministre)

Imaginez un instant.....

Au-delà des certitudes cliniques

Investir dans le développement de nos enfants au moment où ils sont les plus aptes à en profiter est la stratégie sociale et économique la plus rentable.

Services de qualité RÉDUISENT

Taux de criminalité
Grossesse à l'adolescence
Dépendance de l'aide sociale
Dépenses :
- formation professionnelle
- éducation spécialisée
- redoublement

Services de qualité AUGMENTENT

Réussite scolaire
Taux de graduation
Participation au marché du travail
Productivité au travail
Engagement envers la communauté

(High/Scope Perry Preschool Research ; d'après Christa Japel)

Principe premier

Les parents sont et demeurent les principaux responsables de l'éducation de leurs enfants.

- Mais la réalité est que 85% des mères d'enfants de 0 à 5 ans sont sur le marché du travail.
 - Dans les derniers 20 ans la participation des femmes à l'emploi s'est accrue de 9 points au Québec (85%) alors que cette croissance était de 2 points dans le reste du Canada (80%). En 2016 la distribution de femmes à l'emploi au Canada était de 82% dans les Maritimes, de 79% en Ontario, et de 80% dans les provinces des prairies et en Colombie Britannique. (Pierre Fortin)

La petite enfance : un actif au Québec

En tant que commissaires, nous avons été impressionnés pendant les 5 mois de consultation par l'engagement et la passion des hommes et des femmes (très largement majoritaires) qui animent et dispensent les services de garde à la petite enfance.

Nous devons miser sur la reconnaissance de cet actif. Nous devons éviter de le fragiliser et nous devons également favoriser un positionnement social fort pour influencer les politiques publiques à faire davantage pour une éducation de qualité à la petite enfance.

Positionnement sociétal

Les services éducatifs à la petite enfance doivent **passer de l'ère de la conciliation travail-famille à l'ère de l'éducation à la petite enfance**. Les services éducatifs à la petite enfance doivent désormais être **vus le premier maillon de la réussite éducative**

La petite enfance :

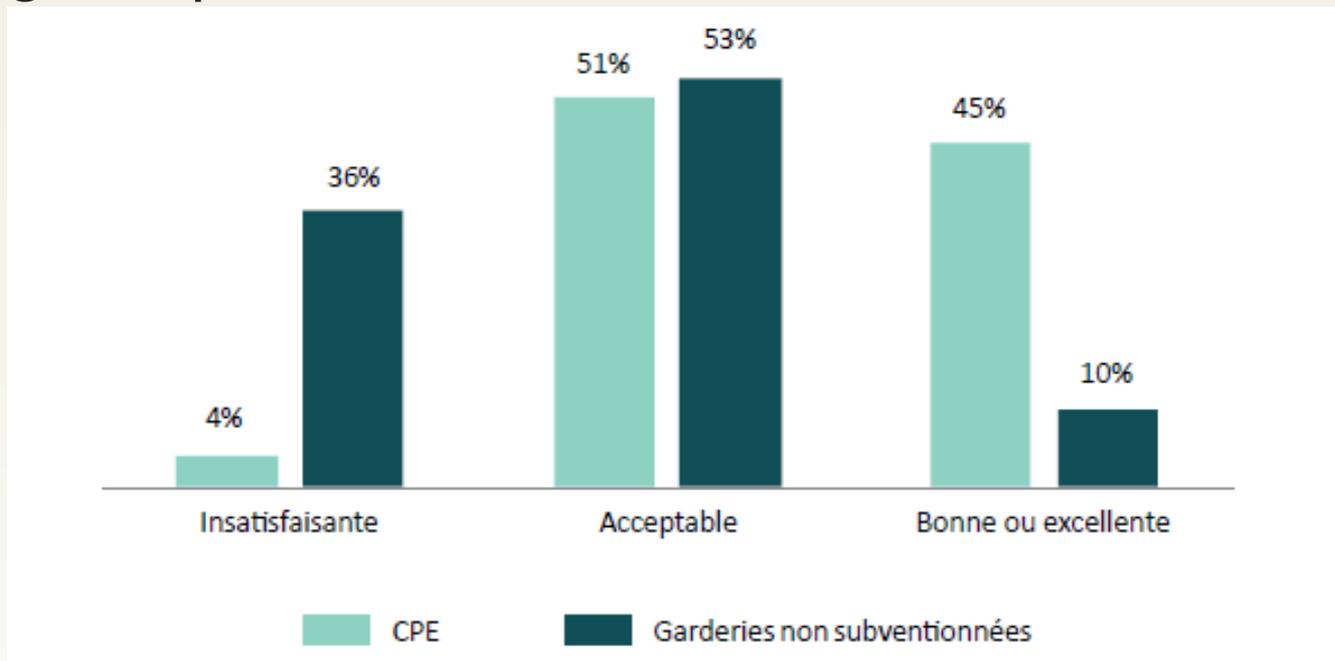
1. Est une période cruciale du développement des enfants et déterminante de leur réussite éducative;
2. Fait partie du continuum éducatif d'un enfant, de sa naissance à l'université.

L'approche adaptée à la petite enfance en est une de stimulation précoce, de socialisation, d'apprentissage par le jeu et non une approche de scolarisation précoce.

Positionnement sociétal

Il faut **rehausser la qualité des services éducatifs** pour assurer le développement optimal des enfants et l'égalité des chances.

- La qualité des services demeure passable autant en services de garde qu'en maternelle 4 ans :



(Institut de la statistique du Québec, Grandir en qualité 2014)

Positionnement sociétal

Il faut **rehausser la qualité des services éducatifs** pour assurer le développement optimal des enfants et l'égalité des chances.

Constats :

- Les exigences de formation inégales et le manque de mécanismes adéquats d'évaluation sont d'importantes lacunes à corriger;
- L'existence de ressources non régies qui n'ont à répondre à aucun critère de qualification n'a pas sa raison d'être.

On fragilise notre actif

Les compressions budgétaires ont des effets délétères sur la qualité. Les crédits d'impôt pour les enfants inscrits dans les milieux de garde non régis favorisent le transfert d'enfants dans des milieux de garde moindre qualité.

Date	Places à contribution réduite				Places en garderie non-subsventionnée	Total des places disponibles
	Centre de la petite enfance	Milieu familial	Garderie subsventionnée	Total		
31 mars 2003	63339	75355	24740	163434	1620	165054
31 mars 2016	92398	91604	46057	230059	55256	285315
Nombre de places créées depuis 2003	29059	16249	21317	66625	53636	120261
Augmentation du nombre de places depuis 2003	46%	22%	86%	41%	3311%	73%

(d'après les données du ministère de la Famille, 2016)

Projet de loi 143

- Le ministre Fortin continue de soutenir le développement de milieux de garde non régis en disant accroître les critères de qualification (3)
- Détenir une police d'assurance en responsabilité civile
- Avoir une formation en premier soins
- Faire l'objet d'une vérification judiciaire

Enjeu de formation

Il est essentiel de rehausser la qualité des services éducatifs à la petite enfance.

Tout le personnel éducateur devrait détenir un diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance comme formation initiale de base :

- Toutes les nouvelles responsables de services de garde (RSG) devraient détenir un DEC avant d'obtenir une reconnaissance officielle;
- Le DEC en techniques d'éducation à l'enfance devrait offrir un profil spécialisé pour les RSG;
- La reconnaissance des acquis des RSG déjà en poste devrait être évaluée et assurée;
- Le baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire devrait offrir davantage de cours axés sur le préscolaire afin de mieux outiller les enseignants de maternelle 4 et 5 ans;
- La formation continue, basée sur les meilleures pratiques, devrait être obligatoire.

Enjeu d'évaluation

Il est essentiel de rehausser la qualité des services éducatifs à la petite enfance.

Une évaluation biennale de la qualité devra être complétée pour tous les services éducatifs à la petite enfance. Elle devra:

- Poser un diagnostic sur la qualité;
- Identifier les cibles d'amélioration;
- Offrir des mesures de soutien et un accompagnement de type formation continue le cas échéant.

Les services éducatifs devront atteindre un seuil minimal de qualité en vertu de cette évaluation, sous peine de perdre leur permis ou leur reconnaissance.

Retirer l'offre de crédits d'impôt pour les enfants inscrits dans les milieux de garde non régis.

Positionnement sociétal

Il est primordial que les services éducatifs à la petite enfance rejoignent et incluent les enfants issus de milieux défavorisés et les enfants en situation de vulnérabilité.

- Déployer en priorité des efforts de recrutement et de sensibilisation : les services de garde éducatifs sont le navire amiral de cette stratégie;
- Exiger que les enfants qui fréquentent la maternelle 4 ans à temps plein en milieu défavorisé ne fréquentent pas un service éducatif à la petite enfance avant d'entrer en maternelle 4 ans;
- Revoir le financement des organismes communautaires Famille afin de leur allouer un financement bonifié en fonction du respect de leur mission d'accompagnement des parents vers les services de garde éducatifs.

Positionnement sociétal

Les services éducatifs à la petite enfance (de 0 à 4 ans) doivent être gratuits, au même titre que l'école.

- Premier maillon du continuum éducatif de l'enfant (préscolaire et scolaire);
- Principe d'universalité, de gratuité et d'accessibilité, comme pour l'école;
- Accès universel à des services éducatifs de qualité dès le plus jeune âge;
- Reflète le consensus québécois pour la priorisation de la petite enfance;
- Soutient aussi la volonté du gouvernement et de la société civile de faire de l'éducation et de la réussite éducative une priorité au Québec.

La priorité selon Pierre Fortin

Le principal défi du programme québécois est celui de la **qualité et de l'équité**.

Le surplus budgétaire que le programme procure aux finances publiques justifie une implication financière plus grande des gouvernements dans le relèvement général de la qualité des services et dans une réponse plus adéquate aux besoins particuliers des enfants de familles à faible revenu.

Pour la suite des choses...

Amorcer un « mouvement collectif » en faveur de la priorité sociale à accorder à l'éducation à la petite enfance..... Donner une voix à la petite enfance

Agir dès maintenant, maintenir la pression sur les gouvernements et amorcer un mouvement collectif

Aller au-delà et au-dessus (beyond and above) des positions corporatistes/partis politiques et positionner la petite enfance comme une priorité de notre société.

1. Consortium ou collectif élargi chargé de garder d'un positionnement social petite enfance (de type UPA). Donner une voix à la PE
2. Pression sur les politiques pour inclure ce positionnement à leur plateforme électorale mais ultimement forcer un consensus social du type : « Touche pas à ma petite enfance »

Pour la suite des choses...

Synopsis d'un mouvement collectif : « Touche pas à ma petite enfance »

- Le Collectif « Touche pas à ma petite enfance » est une organisation de vigie et d'alerte dont la mission est d'identifier des contextes, situations, programmes ou services publics ou privés qui représentent une menace au bien-être et au développement des tout-petits et de faire des recommandations publiques afin de corriger ces situations
- Le collectif agit à la façon d'un ombudsman civique (non gouvernemental):
 - il identifie, à partir de signalements ou de sa propre initiative, des situations sociales, économiques ou institutionnelles pouvant représenter une menace pour les tout-petits ;
 - il enquête lorsque nécessaire sur ces enjeux ;
 - il publie des avis (à la manière d'un ombudsman ou d'un coroner) où il fait état des carences observées et des améliorations à apporter ;
 - il peut également se donner des mandats d'examen portant sur les pratiques sociales, économiques ou institutionnelles favorisant le bien-être et le développement des tout-petits.



Merci!

Enjeux financiers : Pierre Fortin

1. Le coût du programme, soit 2,5 milliards de dollars, ou 0,6 % du PIB, en 2016-2017, est du même ordre de grandeur que la proportion de leur PIB que les pays membres de l'OCDE consacrent en moyenne aux dépenses pour les établissements responsables du développement éducatif de la petite enfance.
2. Depuis 20 ans, le nombre de places à tarif réduit financées directement par le gouvernement du Québec a plus que triplé. Il est passé de 75 000 en 1997 à 230 000 en 2016.
3. Après cinq années de mise en place du réseau de 1997 à 2002, le coût annuel par place disponible en services de garde à tarif réduit a ensuite progressé au même rythme que l'inflation de 2002 à 2016, soit 1,8 % par année en moyenne.
4. Depuis 15 ans, au Québec, le salaire hebdomadaire des employés du secteur des services de garde a progressé exactement au même rythme que le salaire de l'ensemble des salariés de la province, soit 2,3 % par année en moyenne.
5. En 2016, il y avait environ 75 000 femmes de 20 à 44 ans de plus dans la population active au Québec en raison du programme des services de garde. Le taux d'activité des femmes de cette catégorie d'âge était de 85 % au Québec et de 80 % ailleurs au Canada. Cet impact au Québec est du même ordre de grandeur

Enjeux financiers : Pierre Fortin

6. Lorsqu'on tient compte de son impact sur toutes les formes de taxation, de transferts gouvernementaux et de dépenses fiscales à moyen terme, on peut estimer que le programme des services de garde du Québec fait bénéficier les gouvernements d'un retour annuel favorable d'environ 2,6 milliards sur leurs soldes budgétaires. Le gouvernement fédéral en retire 800 millions et le gouvernement du Québec, 1,8 milliard.
7. L'avantage net du gouvernement québécois est cependant de 200 millions, après qu'on ait soustrait des 1,8 milliard le coût supplémentaire de 1,6 milliard qu'il doit supporter pour avoir introduit le programme à tarif réduit en 1997 plutôt que d'avoir maintenu le programme antérieur à cette date jusqu'à aujourd'hui.
8. Le principal défi actuel du programme québécois est celui de la qualité et de l'équité. Le surplus budgétaire qu'il procure aux finances publiques justifie une implication financière plus grande des gouvernements dans le relèvement général de la qualité des services et dans une réponse plus adéquate aux besoins particuliers des enfants de familles à faible revenu.

Enjeux financiers : Craig Alexander

(Économiste en chef du Conference Board of Canada)

- Les inégalités de revenus créent des inégalités sociales et c'est un véritable problème qui est en hausse...2 causes globalisation des marchés /mondialisation; changement technologique
- Des investissements dans l'éducation à la petite enfance viendraient « booster » la vitalité du marché du travail. puisque les familles à faible revenu ont moins accès aux ressources de qualité en éducation à la petite enfance si on les rejoignent mieux on augmenterait leurs chances d'accéder à de meilleurs emplois et réduirait ainsi les inégalités sociales
- L'éducation à la petite enfance est le meilleur moyen d'améliorer la qualification sur le marché du travail . De meilleurs emplois et de meilleurs salaires pour les enfants de milieux défavorisés réduit les inégalités sociales de façon efficace
- L'analyse des coûts bénéfiques démontre que l'investissement dans l'éducation (de Qualité) à la petite enfance est rentable au plan financier et au plan des inégalités sociales